

Systeme d'autodetermination à l'africaine : quand la *Pax Africana* devient effective*

L'autocolonisation et la *Pax Africana* ont désormais vu le jour en Afrique. Si mes critiques n'ont pas reconnu l'importance des rôles de l'Ouganda et du Rwanda dans le renversement du régime de Mobutu au Zaïre (actuelle République démocratique du Congo), alors il n'aurait pas été suffisamment vigilants.

Lorsqu'au début de cette décennie je lançais le débat sur la colonisation interafricaine, seule une minorité de personnes m'avait pris au sérieux. Le temps de prendre connaissance de ma thèse sur l'autocolonisation, Archie Mafeje était devenu un critique au vitriol et même abusif ! D'autres critiques ont soutenu dans vos colonnes que ma thèse était soit malfélique soit irréaliste. Cependant, jusqu'en mi-1997, l'histoire me donnait raison de façon incontestable. Les Africains ont commencé à étendre le contrôle sur les voisins en déliquescence.

Le plus dramatique de ces événements a été le rôle de soutien de l'Ouganda au profit des Tutsi pour permettre à ces derniers de reprendre le contrôle du Rwanda en 1994. C'était une sorte d'opération « Baie des Cochons » à l'africaine. La vraie opération « Baie des Cochons » avait été lancée par le Président John F. Kennedy en 1961. Elle consistait à entraîner des exilés cubains aux États Unis en vue d'envahir Cuba et de renverser le régime de Fidel Castro. Ces Cubains devaient débarquer sur la Baie des Cochons d'où ils entameraient une révolution anti-cas-triste. L'opération s'était soldée par un fiasco total.

Ali A. Mazrui
Université de New York

Plus de trente ans après, des Rwandais entraînés en Ouganda envahirent le Rwanda pour renverser le régime Hutu en place et arrêter le génocide des Hutu. Depuis l'Ouganda, le Front patriotique rwandais avait pour objectif non pas un contre-génocide, mais la conquête et le contrôle. Cette opération « Baie des cochons » à l'africaine a été un succès total en 1994.

Témoins du génocide anti-tutsi au Rwanda, les Occidentaux se sont souvent posé la question de savoir : « Pourquoi les Africains eux-mêmes ne se chargent-ils pas d'arrêter ce genre de choses » ? La réponse en 1994 était : « les Africains l'ont fait. Ce ne sont pas les troupes françaises mais le Front patriotique rwandais qui, avec le soutien de l'Ouganda, a mis un terme au génocide ». C'était un cas assez impressionnant de *Pax Africana*.

Ensuite ce fut au tour des problèmes de 1996 et début 1997 concernant le Zaïre. Le régime Mobutu s'est lui-même embrouillé tout seul dans ces événements lorsqu'il a tenté d'armer les réfugiés hutu *Interahamwe* restés au Zaïre dans les camps de réfugiés et de dépouiller les Tutsi d'origine zaïroise de leur nationalité zaïroise. Le Tutsi zaïrois — soutenus par le Rwanda — se sont décidés à résister aux harcèlements des forces armées

zaïroises. A la surprise générale, les forces armées zaïroises se sont révélées être des singes en papier, beaucoup moins que des tigres en papier. En effet, elles furent facilement dérouterées par les résistants Tutsi.

Peu après, la rébellion Tutsi devint multi-ethnique. Alors entre en scène Laurent Kabila et son rendez-vous avec l'histoire. La rébellion était aussi devenue multinationale, bénéficiant des soutiens du Rwanda, de l'Ouganda et de l'Angola. Le mouvement anti-mobutiste était à la fois panafricain et transethnique. Il a atteint son apogée avec l'éviction de cette dictature qui avait duré de 1965 à 1996. Rien que l'éviction de Mobutu Sésé Séko constitue un triomphe pour la *Pax Africana*, même si aujourd'hui, nous ne savons pas encore en quoi Laurent Kabila sera-t-il meilleur par rapport à Mobutu.

Ceux qui sont optimistes voient en lui un autre Yowéri Musévéné. Ce dernier avait, lui aussi, créé une armée privée pour affronter l'armée régulière. L'armée de Musévéné — tout comme celle de Kabila — avait vaincu l'armée nationale. Et une fois au pouvoir, Musévéné s'était lancé dans une stratégie de changement à trois volets : d'abord stabiliser le pays, puis lui redonner une santé économique avant, dans une dernière phase, d'entamer avec prudence le processus de démocratisation.

Musévéné avait remarquablement réussi dans les deux premiers objectifs à savoir la stabilité et la restauration de la santé économique de l'Ouganda. Son rythme de progression dans les deux domaines a

été plus rapides que ne s'y attendaient la plupart des observateurs (y compris les Ougandais). Son troisième objectif, la démocratisation prudente en est encore à ses balbutiements – mais jusque-là on peut dire sans se tromper que tout va bien.

Kabila sera-t-il un autre Musévéní ? La réponse est oui, à la seule condition que Kabila soit chanceux. Ce qui est sûr et certain, c'est que la première victoire de Kabila n'aurait été possible sans l'aide de Musévéní tant directement que par l'intermédiaire du Rwanda. Pour le moment, l'histoire retiendra un triomphe de la *Pax Africana* dont l'avenir dans le long terme reste pourtant incertain.

Une version différente mais réussie de la *Pax Africana* est celle du Libéria avec l'intervention des forces de l'ECOMOG qui ont réussi à mettre un terme à la guerre civile et à mener les pays vers des élections générales relativement pacifiques prévues en juillet 1997. Il s'agissait là, encore une fois, d'une situation où des pays africains voisins ont accepté de prendre leurs responsabilités pour un de leurs voisins, confronté à des problèmes, et où ils se sont réellement impliqués dans la résolution des problèmes du plus faible.

Le manque d'expérience de l'ECOMOG combiné aux troubles connus à Lagos, ont résulté au départ de nombreux et désastreux faux départs dans le maintien de la paix au Libéria. Mais, au bout du compte, la mission a été plus ou moins bien accomplie, d'autant plus que les Libériens ont pu s'exprimer à travers les urnes. Même si le fait que les Libériens aient massivement choisi Charles Taylor (initiateur de la guerre civile) a été une grande surprise, il n'en demeure pas moins que c'était le résultat d'une élection libre et démocratique. En toile de fond de ce choix, il y avait l'intervention un peu maladroite mais historique de l'ECOMOG, dans son rôle d'avant-garde pour l'avènement de la *Pax Africana*.

Comment pouvons-nous faire pour décourager les armées africaines de faire des coups contre des gouvernements démocratiquement élus ? Le dilemme a pris naissance avec le premier coup d'État militaire d'Afrique noire contre Sylvanus Olympio au Togo, ce qui était aussi le premier assassinat d'un chef d'État de l'Afrique postcoloniale en 1963.

La première réaction panafricaine a été de boycotter le nouveau régime togolais. À la première conférence de l'Organisation

de l'Unité africaine (OUA) en 1963, il y avait une place vacante, c'était à n'en pas douter, celle initialement prévue pour le Président togolais Sylvanus Olympio assassiné, pour qui, Julius K. Nyéréré de la Tanzanie n'avait pu s'empêcher de verser des larmes en public. Et la charte de l'OUA qui venait de naître d'inclure une disposition expresse « condamnant l'assassinat politique de quelque forme qu'il soit ».

Mais y avait-il une force capable de balayer le régime qui avait assassiné Sylvanus Olympio ? En ce temps, personne n'en était encore capable. La *Pax Africana* existait mais n'était pas aussi développée qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Presque exactement dix ans après (au mois près), un coup d'État fut perpétré en Ouganda. Idi Amin Dada renversa le gouvernement de Milton Obote. Le Président Julius K. Nyéréré de la Tanzanie fut l'un des plus bouleversés par cet événement. Il condamna vivement le coup et décida de n'avoir aucune relation personnelle avec Idi Amin Dada. Mais y avait-il une force prête et capable, par l'utilisation de la force, d'annuler le coup ? En ce temps-là, même Nyéréré ne l'était pas ! La *Pax Africana* était sans doute sensible, mais pas encore assez forte.

Huit années plus tard, Julius Nyéréré était même prêt à utiliser la force contre les tentatives persistantes de déstabilisation nationale et régionale de la part d'Idi Amin Dada. C'est finalement en 1979 que Nyéréré était prêt pour donner l'ordre à l'armée tanzanienne de marcher sur Kampala et de renverser Idi Amin. Il réussit son entreprise et dut établir un protectorat tanzanien sur l'Ouganda, le temps que des élections multipartites puissent se tenir. Nyéréré commettra deux fautes dans Ce protectorat sur l'Ouganda. Sa *Pax Africana* avait été trop brève et il tenait coûte que coûte à ce que Milton revînt au pouvoir. Toutes ces deux décisions ont été catastrophiques pour l'Ouganda. L'interlude de la *Pax Africana* a été une bonne chose mais malheureusement, celle-ci n'avait pas été bien implantée. D'où le deuxième régime tout à fait tragique d'Obote qui s'est soldé par le triomphe de Yowéri Musévéní en 1986.

Il y eu aussi le coup militaire de 1997 en Sierra Léone qui devait renverser le gouvernement démocratiquement élu d'Ahmed Tejan Kabbah. Dans ce cas, la *Pax Africana* a pris une tournure tout à fait inattendue ; un gouvernement militaire, en l'occurrence celui du Nigéria s'est

donné la noble mission de défendre et de réinstaller un gouvernement démocratiquement élu en Sierra Léone.

C'était là, à coup sûr, une amélioration par rapport à la vieille chanson des démocraties occidentales venant à la rescousse de régimes militaires ; comme ce fut le cas avec Mobutu Sésé Séko qui, à deux reprises, ne dut son salut qu'aux Occidentaux face à la révolte de sa propre province du Shaba.

Je préfère voir un régime militaire comme celui du Nigeria défendre la démocratie en Sierra Léone que de voir une démocratie comme la France ou les États-Unis consolider des dictatures militaires dans les pays les moins avancés. Cependant, il ne faudrait pas perdre de vue qu'en Sierra Léone le processus est actuellement dans l'impasse. La *Pax Africana* n'a pas encore entièrement triomphé, même si l'Afrique tout entière a condamné le coup de Freetown de juin 1997.

L'idée, que j'avais émise, d'une force africaine d'intervention rapide aussi gagne du terrain dans les années 1990. En effet le Projet Aigle bleu / Blue Eagle Project en Afrique australe inclut la formation des troupes d'au moins huit pays africains, en vue de les préparer à des responsabilités particulières dans les situations de crise politique. La plus grande partie de la formation a eu lieu, du moins jusque-là, au Zimbabwe. Le projet Aigle bleu pourrait constituer la version ECOMOG de l'Afrique australe, mais il faudrait alors que dans la formation, l'accent soit mis sur le rôle de maintien de la paix. Il y a là aussi, une arme potentielle qui pourrait être au service de la *Pax Africana*.

Le gouvernement Clinton aux États-Unis a soutenu l'idée d'une force africaine d'intervention rapide. Il s'est aussi engagé à assurer la formation de troupes de pays comme le Sénégal et l'Ouganda pour des opérations de maintien de la paix. Ce que je n'accepte pas dans le paradigme clintonien, c'est qu'il veuille rattacher la responsabilité de la force africaine d'intervention rapide au Conseil de sécurité des Nations Unies qui est contrôlé par les pouvoirs occidentaux. J'ai la ferme conviction que la force panafricaine d'intervention rapide doit être responsable devant l'Afrique elle-même à travers des institutions réformées, telles que l'OUA, de sorte que l'Afrique soit à même de décider pour elle-même. Au cas échéant, la responsabilité devrait en revenir aux organisations sous-régionales respectives, – l'ECOMOG pour l'Afrique de l'Ouest,

la SADEC pour l'Afrique australe et à une Communauté économique naissante dans l'Afrique de l'Est. Seule une telle responsabilité afrocentrique serait à même d'éviter à la *Pax Africana* de n'être qu'une excroissance de la *Pax Americana*.

La République sud africaine qui hésite à assumer son rôle d'hégémonie serait, elle aussi pertinente dans cette saga d'autocolonisation qui se déploie en Afrique. Dans le cadre plus large du panafricanisme, prend naissance le sous-thème de la *Pax Pretoriana*, les muscles de Pretoria sont en train de régler des conflits politiques dans les pays voisins. Le

règlement du conflit du gouvernement du Lesotho avec son armée en est un exemple.

En fait la République sud africaine est fortement appelée à être plus active – depuis l'aide à la reconstruction de la République démocratique du Congo aux pressions sur l'UNITA pour que celle-ci arrête la guerre et rejoigne le processus démocratique angolais. La *Pax Pretoriana* au meilleur de ses états peut être une branche de la *Pax Africana*.

Les tendances à la démocratie sont réelles en Afrique, mais toujours est-il qu'elles restent fragiles. Les derniers régimes militaires subissent une pression conti-

nue les poussant à la démocratisation ; les systèmes monopartites ont cédé la place au multipartisme ; les régimes autoritaires comme celui du Kenya sont confrontés à de fermes réclamations pour une réforme constitutionnelle. L'Afrique fait des pas, certes hésitants, vers la démocratie.

Cependant, la démocratisation au sein des pays africains pris individuellement ne peut être qu'une partie du processus de la reprise en main, par les Africains, de leur destinée. La *Pax Africana* est la face continentale de cette autodétermination – pourvu que ses motivations, objectifs et moyens soient en consonance, et en dernier ressort, avec le bien-être de l'Afrique.

* *Bulletin du CODESRIA*, numéro 3, 1997 (p. 16-17).